

Alexis TROUDE¹



LES BALKANS OCCIDENTAUX ENTRE OCCIDENT ET EURASIE

Résumé : Les Balkans sont redevenus, à l'aube du XXI^e siècle, un lieu de confrontation entre sphères d'influence aux intérêts antagonistes. Les géopolitiques d'espaces impériaux (UE), de nations puissances (Russie, Chine) et d'États transversaux (transversale verte) trouvent ici, au cœur de l'Europe, un lieu à la fois d'expression de leur puissance, mais aussi sont placées aux limites de leur sphère d'influence. L'espace d'ex-Yougoslavie serait-il l'exemple même de la perpétuation de la Guerre froide, ou n'est-il qu'un exemple de la recomposition d'un monde multipolaire ?

Mots-clefs : Intégration européenne, OTAN, Eurasie, Balkans occidentaux, Gazoducs, Russie, États-Unis, Chine, Turquie.

THE WESTERN BALKANS BETWEEN THE WEST AND EURASIA

Abstract: *At the dawn of the twenty-first century, the Balkans have once again become a place of confrontation between spheres of influence with antagonistic interests. The geopolitics of imperial spaces (EU), powerful nations (Russia, China) and transversal states (green transversal) find here, in the heart of Europe, a place for the expression of their power, but are also placed at the limits of their spheres of influence. Could the ex-Yugoslav space be the very example of the perpetuation of the Cold War, or it is only another example of a multipolar world in construction?*

Key words: *European integration, NATO, Eurasia, Western Balkans, Gas pipelines, Russia, United States, China, Turkey.*

1. Chargé de cours et chercheur en géographie et géopolitique à l'Université Versailles Saint-Quentin. Il est également collaborateur à l'Institut du Monde Multipolaire et affilié au laboratoire Géographie-cités (UMR 8504). Spécialiste de la Serbie et des Balkans, il a publié *Serbie-Monténégro* (Paris, Petit Futé-Flammarion, 2005), *Géopolitique de la Serbie* (Paris, Ellipses, 2006) et *Les Balkans, un éclatement programmé* (Vevey, Xenia, 2012).

À L'HEURE OÙ L'UNION EUROPÉENNE est traversée par plusieurs problèmes internes, il est temps de se poser la question de l'élargissement de l'Europe, notamment au Sud-Est. Dans l'espace de l'ex-Yougoslavie, l'intégration de la Slovénie et de la Croatie datent maintenant de 2013. Des processus d'adhésion ont été entamés avec la Serbie et le Monténégro, bientôt avec la Macédoine et l'Albanie. Mais il n'en est pas encore question pour la Bosnie-Herzégovine, mille-feuille administratif très difficile à gérer, et le Kosovo, en proie à l'instabilité politique et au chaos sécuritaire.

Lors du dernier sommet UE-Balkans qui s'est tenu à Sofia en mai 2018, la date d'adhésion envisagée pour les deux premiers d'entre eux a été repoussée à 2025, et c'est juste un repère hypothétique. La question est de savoir si l'UE a encore la volonté de procéder à un élargissement sur ses frontières orientales et dans quelle configuration politique l'UE y procédera. Pour la Serbie et le Monténégro, les attermoissements de l'UE ont déjà laissé un espace aux géopolitiques russe, turque, émirati ou chinoise, notamment dans l'énergie et les transports.

I – L'élargissement Euro-Atlantique en Europe du sud-est

A – *Les Balkans occidentaux : une difficile intégration*

1) *Intégration politique et économique dans l'Union Européenne*

L'intégration des Balkans occidentaux, c'est-à-dire des anciennes républiques de l'ex-Yougoslavie, est un processus que l'UE a entamé depuis vingt ans déjà. En effet, il commence le 30 juillet 1999, avec la création par Bruxelles du « Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est »². Le Pacte envisage l'intégration de tous les pays de l'Europe du Sud-Est dans l'UE, mais lie explicitement celle-ci au strict respect des critères de Copenhague (1993) : démocratie libérale et économie de marché.

Mais les instances européennes attendent la démocratisation du régime politique à Zagreb (après la mort du Président Tudjman en décembre 1999) et à Belgrade (à la chute de Milosevic à l'automne 2000) pour accélérer le processus d'adhésion. À l'initiative de la Présidence française de l'UE, le Sommet de Zagreb (24 novembre 2000) réunissait pour la première fois les pays de l'Union européenne et des Balkans occidentaux. Il a ouvert la voie à leur rapprochement européen, confirmé par le

2. Nebojsa Vukadinovic, « Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est », Annuaire Français de Relations Internationales (AFRI), vol. I, Bruxelles, éd. Bruylant, 2000. <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/vuka2000.pdf>

Sommet de Thessalonique (2003)³ qui a reconnu la « perspective européenne » des États des Balkans occidentaux.

Le sommet de Thessalonique de juin 2003 est le début d'un processus pas encore terminé, la proposition par l'UE d'adhérer, en échange de normes en termes de justice, d'État de droit et de démocratie. Chaque pays signataire se doit de respecter ces normes, en mettant aux normes son système économique et social, pour pouvoir ensuite dans une seconde période entamer des discussion sur l'adhésion directe. Ce processus se précise dans les années suivantes avec une série d'accords sectoriels. En juin 2006, la Commission européenne impose un traité établissant une Communauté énergétique de l'Europe du Sud-Est⁴, qui est un cadre légal pour un marché intégré des réseaux d'électricité et de gaz naturel. En décembre 2006 est créé l'« Accord Centre Européen de Libre-Échange »⁵, qui permet de mettre fin aux tarifs douaniers en Europe centrale.

2) Un calendrier pays par pays encore inachevé

– Croatie-Slovénie : des intégrations mitigées

La Slovénie est le premier pays d'ex-Yougoslavie à avoir intégré l'UE. Cet acte réalisé en 2004 lui a permis de stabiliser son système politique et, en menant des réformes libérales rapides, d'assurer une croissance économique soutenue.

En Croatie, l'intégration récente (qui date de 2013), est déjà marquée par un désenchantement vis-à-vis de l'UE. Beaucoup de Croates qui aspiraient à une rapide augmentation de leur niveau de vie en rentrant dans l'UE se sentent déçus par le moins-disant social représenté par l'UE ; de nombreuses grèves ouvrières ont fait même émerger un sentiment yougo-nostalgique.

L'autre problème que l'UE n'a pas su régler est un différend frontalier avec la Slovénie. Dans la baie de Piran, revendiquée par les deux pays pourtant membres de l'UE, une Cour d'arbitrage de La Haye a donné par une décision de juillet 2017

3. « Le sommet de Thessalonique : un jalon dans les relations entre l'Union européenne et les Balkans occidentaux », Bruxelles, le 18 juin 2003, Europa Press Release Ip/03/860

4. Boodts Adélaïde, « La Communauté de l'Energie : un bilan cinq ans après », *Notes de l'Ifri*, décembre 2010.

5. Sokic Alexandre, « ALECE et Balkans occidentaux : Entre intégration régionale et intégration européenne », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 5, n° 1063, 2007, p. 44-52 ; Tchimichkian Madeleine, « L'Accord de libre-échange centre-européen : Un projet d'intégration non viable pour quatre économies en transition », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Centre National de la Recherche Scientifique, vol. 25, n° 1, 4 juillet 1994, p. 33-57

les 2/3 à la Slovénie, ce qui irrité l'opinion publique croate⁶. Par ailleurs, l'Istrie est revendiquée par certains mouvements politiques italiens. À terme, la question de la purification ethnique (235 000 Serbes de Krajina en 1995) et de la politique vexatoire à l'égard des Serbes de Croatie, contraire aux accords de Copenhague, finira par poser un problème aux autorités croates.

– *Serbie : « Pôle de stabilité » des Balkans occidentaux*

Les relations entre la Serbie et l'UE ont connu des périodes de rapprochement suivies d'éloignement. Les négociations avaient bien commencé, avec l'ouverture dès octobre 2005, en même temps que pour la Bosnie-Herzégovine, des négociations pour l'antichambre de l'UE : l'« Accord de stabilité et d'association ». Mais elles sont suspendues sept mois plus tard par l'UE, qui considère que la coopération de Belgrade avec le TPIY est insuffisante. Heureusement, un Accord de Stabilisation et d'Association est signé en avril 2008 et qui entre en vigueur en septembre 2013. Depuis cette date, des négociations ardues mais sérieuses ont permis de signer 25 chapitres sur 34.

Le contexte régional a en effet changé depuis quinze ans : la Serbie, malgré des difficultés économiques, semble être le plus sûr dans un entourage instable. C'est la raison qui explique que l'UE l'a nommée dès 2015, en pleine crise migratoire, le « Pôle de stabilité » des Balkans. Il n'en reste pas moins un obstacle de taille pour Belgrade : la question du Kosovo. L'UE a obligé Belgrade à entamer un dialogue d'égal à égal dès 2013 avec ce qu'elle considère toujours comme sa province méridionale, malgré une proclamation d'indépendance en février 2008. Outre que ces négociations ont montré la position intransigente des autorités de Priština, Belgrade sera confrontée à un dilemme cornélien à la fin du processus entamé avec Bruxelles. Soit elle signe le chapitre 34 lui permettant de clore les négociations d'adhésion, mais au prix de la perte de souveraineté sur sa région méridionale ; soit elle préserve son intégrité territoriale en maintenant dans son giron sa province méridionale et en disant définitivement au revoir à l'UE.

– *Macédoine et Monténégro : intégration prévue avec la Serbie en 2025 ?*

La Macédoine et le Monténégro ont depuis longtemps signé des accords de stabilité et d'association (en 2004 et en 2010). Des responsables pro-européens et

6. The Permanent Court of Arbitration, PCA CASE NO. 2012-04, *In the Matter of an Arbitration Under the Arbitration Agreement Between the Government of the Republic of Croatia and the Government of the Republic of Slovenia*, Signed on 4 November 2009 Between the Republic of Croatia and the Republic of Slovenia, Final Award, 29 June 2017. <https://www.acerislaw.com/wp-content/uploads/2017/07/PCA-Arbitration-Between-Slovenia-and-Croatia.pdf>

une relative ouverture aux réformes économiques ont représenté une garantie de bonne gouvernance aux yeux de Bruxelles. Malgré des fractures internes encore vives, représentées par l'irrédentisme albanais dans les deux cas, on semble s'orienter vers un « paquet » d'intégration Monténégro-Macédoine avec la Serbie.

Malgré la signature d'Accords de stabilité et d'Association respectivement en 2015 et 2016, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo semblent être pour le moment exclus de toute intégration européenne. En premier lieu, parce qu'ils représentent un terreau d'activisme islamiste que l'UE ne peut plus se permettre d'accueillir : ces deux pays sont en effet en Europe les deux foyers les plus denses en combattants d'ISIS et leurs djihadistes ont des camps d'entraînement localement. Par ailleurs, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont considérés comme deux « États-faillis ». Chacun d'entre eux ne contrôle plus une grande partie de son territoire ; de plus, leurs gouvernements corrompus sont aussi fondés sur des administrations ingérables⁷.

B – Élargissement de la zone OTAN en Europe du sud-est

L'Alliance de l'Atlantique Nord a, quant à elle, rencontré plus de succès que l'Union européenne dans son processus d'élargissement. Certains pays des Balkans occidentaux font déjà partie intégrante de l'OTAN : la Slovénie depuis 2004, la Croatie et l'Albanie depuis 2009 et le Monténégro depuis 2017. La Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Serbie sont eux dans l'antichambre de l'OTAN, le « Partenariat Pour la paix ».

1) Monténégro

Depuis le début du mois d'octobre 2015, de violentes manifestations menées par l'opposition déstabilisent le gouvernement de Milo Djukanović. Les protestataires refusent également les négociations actuelles sur l'entrée du pays dans l'OTAN. Bombardée par cette même institution militaire en 1999, une partie de l'opinion monténégrine refuse l'intégration à marche forcée et sans débat, ni parlementaire ni citoyen, dans le Pacte atlantique.

Les États-Unis se sont engouffrés dans la brèche en accentuant en 2015 leur pression sur le gouvernement de Djukanović pour qu'il intègre l'OTAN. La Maison

7. Del Ponte Carla, *La traque, les criminels de guerre et moi*, Paris, éd. Héloïse d'Ormesson, 2009 ; Laughland John, *Le tribunal pénal international : Gardien du nouvel ordre mondial*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2003 ; Laughland John, *Travesty: The Trial of Slobodan Milosevic and the Corruption of International Justice*, London, Pluto Press, 2007 ; Péan Pierre, *Une guerre « juste » pour un État mafieux*, Paris, Fayard, 2013.

Blanche avait déjà, depuis de nombreuses années, obligé le Monténégro à abandonner ses équipements militaires liés au Pacte de Varsovie, réduisant par exemple sa flotte navale à la portion congrue d'un seul patrouilleur en tout et pour tout. C'est donc logiquement que, le 2 décembre 2015, l'OTAN a « invité » le Monténégro à rejoindre l'Alliance atlantique, ce qui a abouti à son intégration à l'Alliance atlantique en juin 2017⁸. Le Pacte atlantique est perçu par le gouvernement monténégrin philo-occidental comme « la garantie la plus fiable pour les investisseurs » et le seul moyen d'assurer la sécurité. Mais la Russie, voyant là lui échapper un point d'appui en mer Adriatique et une nation toujours très proche de ses positions diplomatiques, a vite réagi. Vladimir Poutine a annoncé, dans les jours suivant la décision de l'OTAN, l'arrêt de l'ensemble des échanges commerciaux avec les entreprises monténégrines.

2) Kosovo

Depuis les accords de Kumanovo du 10 juin 1999, le Kosovo est partagé en 5 zones militaires contrôlées par l'OTAN. Les soldats de la KFOR (forces de l'OTAN au Kosovo) sont au nombre de 4 500, après avoir été de 42 000 en 2000 et 16 500 encore en 2010. Cela n'a pas empêché, en octobre 2018, le parlement de Priština de voter une loi permettant de créer une « Armée du Kosovo » forte de 5000 hommes. Au grand dam de Belgrade et Moscou, les États-Unis soutiennent ce projet : « C'est une provocation de plus. La provocation que le soi-disant État du Kosovo n'a pas pu entreprendre sans l'aval et l'incitation de ses sponsors (...). Les puissances occidentales insistent sur le respect du droit international quand cela arrange leurs intérêts et s'assoient dessus lorsque cela ne les arrange pas », a indiqué M. Despot, écrivain suisse⁹.

Vingt-quatre ans après les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, on parvient désormais à mieux cerner l'intérêt stratégique capital de ces hauts-plateaux du Kosovo, enclavés entre montagnes d'Albanie, du Monténégro et de Macédoine. À l'Est, dans la basse-Morava, le corridor X draine déjà entre Budapest et Salonique des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine et la Serbie. À l'Ouest, le corridor IV Trieste-Constantza aiguise les appétits des Russes. On comprend pourquoi les projets de tuyaux gaziers et pétroliers soutenus par Moscou (*South*

8. « OTAN : la question de l'intégration du Monténégro avancée à fin 2015 », *Sputniknews.com*, 29 juin 2015.

9. « La création d'une armée au Kosovo, une "nouvelle provocation" », *Sputniknews.africa*, le 15 février 2017. <https://fr.sputniknews.com/international/201702151030108977-kosovo-forces-armees-despot/>

Stream et *Turkish stream*) contrecarrent au Kosovo le projet américain AMBO de faire transiter par les Balkans les sources d’approvisionnement en hydrocarbures en provenance d’Asie centrale. L’enjeu du Kosovo est bien là : qui aura la mainmise sur ce territoire grand comme deux départements français, pourra s’assurer le contrôle du transport d’hydrocarbures de la Caspienne vers l’Europe.

Cette politique a permis aux États-Unis d’installer un réseau de bases militaires dans toute l’Europe du Sud-Est. Selon certaines analyses, *Bondsteel*, la plus grande base US en Europe située au Kosovo, aurait été érigée pour remplacer la base aérienne d’Aviano en Italie, dans le cadre d’une réorientation de la stratégie américaine autour de la Mer Noire. Deux bases ont déjà été construites par l’armée américaine depuis 2001 en Bulgarie, et pas moins de quatre en Roumanie en cinq ans (2002-2007), dont deux sur le verrou de Constantza (débouché de l’axe Rhin/Main/Danube sur la Mer Noire). Or les conflits bosniaque et kosovar des années 1990 avaient déjà permis aux Américains d’installer les bases de Tuzla en Bosnie, et de Szegedin en Hongrie¹⁰.

3) Bosnie-Herzégovine

Le protectorat international sur la Bosnie-Herzégovine repose entre autres sur une mainmise sur les fonctions régaliennes. Depuis quelques années, le contrôle des organes d’autorité a été européenisé : la Mission de police de l’UE remplaçait celle de l’ONU dès 2003 et la Force Européenne (EUFOR) a pris la place de la SFOR (Forces de stabilisation de l’OTAN) en 2004 (elle compte en 2010 quelque 2 000 soldats sur le terrain).

Depuis la fin de la guerre bosniaque, la communauté internationale a entrepris une action systématique d’affaiblissement de la *Republika Srpska* (République Serbe de Bosnie), à travers la recherche active par le TPIY des criminels de guerre. Dès 1997, 52 inculpations sont retenues, dont 45 contre des Serbes et 7 contre des Croates ; en 2001, 34 militaires ou hommes politiques serbes avaient été arrêtés en Bosnie-Herzégovine et emprisonnés à La Haye. Même si la collaboration tant du gouvernement fédéral à Sarajevo que du gouvernement de la *Republika Srpska* avec Wolfgang Petritsch, Haut représentant de 1997 à 2002, a été efficace, les populations locales manifestent leur réprobation devant la manière employée. D’abord, l’action de la SFOR ne vise pas uniquement des militaires. Des maires soupçonnés d’avoir participé aux atrocités entre 1992 et 1995 sont envoyés à La Haye.

10. Troude Alexis, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006.

Cette pression sur les autorités serbes de Bosnie passe aussi par une censure administrative : entre 1998 et 2005, plus de 139 dirigeants (ministres, maires, juges) ont été révoqués par les différents Hauts Représentants avec dans certains cas l'interdiction d'occuper une fonction à vie. Ainsi Mirko Šarović, Président de la présidence tripartite et Président de la *Republika Srpska* entre 2000 et 2002, est destitué en 2003. Le 30 juin 2004, le Haut représentant de l'ONU Paddy Ashdown écarte 59 responsables officiels et leur interdit, pour une durée indéterminée, de se porter candidat à des élections ou d'être nommé à une quelconque fonction dans l'administration de la *Republika Srpska*. Sous pression directe des *États-Unis*, l'action du proconsul de l'ONU s'accompagna du gel des comptes bancaires privés et, en 2004, de l'interdiction pour certains responsables de partis de visas pour les *États-Unis*. Dans le même laps de temps, le Haut Représentant a imposé pas moins de 67 lois, dont certaines ont modifié jusqu'aux Constitutions des Entités¹¹.

II – Les nouvelles puissances au cœur de la géopolitique des Balkans

A – La bataille des gazoducs

1) L'Union Européenne rattrape le temps perdu

L'Union Européenne a investi, depuis 1997, huit milliards d'Euros dans le couloir VIII (oléoduc, voie ferrée et autoroute). Pour l'instant, seuls deux tronçons d'autoroute sont achevés sur cet axe, l'un reliant Sofia à Plovdiv en Bulgarie (150 km), et l'autre entre Skopje et Tetovo en Macédoine (40 km), mais il est prévu qu'en 2012 la Bulgarie soit directement reliée à l'Albanie par une autoroute de bout en bout. Le corridor X lui est déjà efficient puisque c'est le passage de 2/3 des échanges entre Grèce et Macédoine, des 3/4 entre Macédoine et Serbie.

Ces deux dernières années, l'UE a accéléré la réalisation de voies pénétrantes qui se développaient assez lentement jusque-là. Afin de relier directement le Danube à la mer Adriatique, l'UE a financé en grande partie le tronçon autoroutier de 95 km entre Belgrade et vers les sud-ouest la ville de Čačak en Serbie centrale ; à l'autre bout de cet axe, les travaux entre Podgorica, capitale du Monténégro, vers la frontière serbe vont bon train, avec déjà une succession de viaducs sur plus de 40 km. Le second projet, présenté en 2016 par la Commission européenne, consiste à prolonger le corridor IV depuis Niš, seconde ville serbe déjà placée sur le corridor X, jusqu'à Priština au Kosovo ; outre l'idée d'obliger Serbes et Albanais à travailler en

11. Troude Alexis, *Les Balkans, la fracture*, Vevey (Suisse), Xenia, 2016.

bonne entente, cela permettrait de désenclaver le plateau du Kosovo en le raccrochant à l'axe Budapest-Salonique (corridor X).

2) La concurrence des États-Unis

Mais l'UE est sur cet axe Est-Ouest en concurrence avec les Américains. L'oléoduc Trans-Balkans AMBO avait fait l'objet d'une étude de faisabilité à la fin des années 1990 par la compagnie « *Brown and Root* », basée à Houston au Texas. Or « *Brown and Root* » est une filiale d'« *Halliburton* », dont Dick Cheney était le directeur avant d'être élu vice-président des États-Unis. Ce projet est également l'œuvre de la *Trade and Development Agency* (TDA), Agence fédérale pour le commerce et le développement, créée en 1981 par le Président Reagan pour favoriser les exportations américaines. La TDA a été très impliquée dès l'origine dans la conception du corridor VIII : elle a décidé en 1998 de financer spécifiquement les études de faisabilité des travaux de modernisation des ports de Burgas en Bulgarie et de Constantza en Roumanie. Ce n'est pas un hasard si la Bulgarie a annoncé en 2003 qu'elle mettait à la disposition des troupes anglo-américaines le port de Burgas, point d'arrivée du corridor VIII¹². Cet axe militaro-énergétique fortement contrôlé par les Américains ne fait pas seulement concurrence aux Européens : en évitant le passage par la Serbie, le corridor IV est un moyen pour la Bulgarie de devenir un carrefour entre l'Ouest – débouché de Bari en Italie – et l'Est – la Mer Noire.

Or en 2022, les Américains toujours très pragmatiques vont faire renaître un vieux projet datant des années 1990, le *Trans Adriatic Pipeline* (TAP). Il va utiliser le tracé déjà existant du *Trans Anatolian Pipeline* (TANAP), qui sera connecté à la mer Adriatique en passant par la Grèce et l'Albanie. Le but est d'ici 2025 de distribuer le gaz de mer Caspienne en Italie, donc directement au cœur de l'Union Européenne, soit 16 milliards de m³/an. À son inauguration étaient présents, aux côtés d'investisseurs américains, les présidents de Turquie, d'Azerbaïdjan, mais aussi de Serbie et de Chypre.

3) Le retour des Russes dans les Balkans

Le retour des Russes dans cette course à l'énergie est saisissant. Depuis 2007, l'oléoduc Burgas (Bulgarie) /Alexandroupolis (Grèce) permet d'éviter la Turquie en passant par deux pays orthodoxes. Mais surtout le projet de gazoduc américain « *Nabucco* », Istanbul / Vienne par la Roumanie, est concurrencé par le projet russe du gazoduc *South Stream*. Ce dernier suivrait un tracé beaucoup plus sûr, et donc moins coûteux, puisqu'il passerait par la Bulgarie, la Serbie et la Croatie,

12. Glamocak Marina, *L'enjeu énergétique dans les Balkans*, Paris, Technip, 2013.

avec lesquelles des accords ont déjà été passés. En février 2007, Poutine a signé un accord global sur le transit du gaz avec la Croatie, pays qui n'est pourtant pas réputé comme russophile, et en 2008 Gazprom a fusionné avec le gazier Srbijagaz et racheté le pétrolier NIS en Serbie.

La renaissance en 2015 du conflit Est-Ouest est ici flagrante. *South Stream* est mort par la pression exercée par l'UE sur un des pays récemment entrés, la Bulgarie : celle-ci a déclaré en novembre 2014 ne plus vouloir des tubes gaziers russes. Poutine change alors son fusil d'épaule et propose le *Turkish Stream* dès janvier 2015, qui passerait par la Turquie, la Grèce puis la Macédoine et la Serbie. Or l'UE exerce une pression constante sur ces pays du Sud-Est de l'Europe afin d'empêcher la réalisation du *Turkish Stream*.

Proposition d'un hypothétique « Anneau oriental », chantage aux crédits sur la Grèce et autres revivifications de projets UE-ÉU des années 1990 (TAP ou TANAP) semblent pour le moment dissuader Gazprom et le gouvernement russe d'entamer des travaux d'envergure.

B – Stratégie géoéconomique de la Russie

1) La contre-offensive russe a sonné en Serbie et au Monténégro

Le 9 mai 2015, 75 soldats de la « Garde nationale » serbe ont, pour la première fois de leur histoire, paradé sur la place Rouge aux côtés de l'armée russe à l'occasion de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Pour le sénateur américain Chris Murphy, l'influence grandissante de la Russie en Serbie est une menace : « La Russie marche sur la Serbie avec une plus grande influence que jamais... Nous avons besoin de ressources pour mettre en œuvre une stratégie » contre la Russie. Alexeï Miller, dans un entretien accordé le 9 avril 2015 à un journal belgradois, affirmait que Gazprom n'avait pas enterré le projet *South Stream*, mais avait seulement dû changer son parcours face aux oukases de l'UE. Le nouveau tracé, celui du *Turkish Stream*, passerait par Istanbul et Thessalonique ; venant du Sud, il présenterait même un surplus de 160 kilomètres à travers le territoire serbe.

Au Monténégro, malgré l'hostilité récente du gouvernement Djukanovic et des sanctions commerciales contre la Russie, les groupes russes sont encore bien en place. Dans les années 2000, les hommes d'affaires russes investissent à tour de bras au Monténégro. Ainsi, le groupe *Rusal* d'Oleg Deripaska, qui serait proche de Vladimir Poutine, rachetait les mines de bauxite de Nikšić ainsi que le combinat

d'aluminium de Podgorica KAP – première industrie du pays. En 2006, il a remporté l'appel d'offres pour la privatisation des mines de charbon et de la centrale thermique de Pljevlja. De son côté, le géant russe *Lukoil* tenterait de racheter la firme *Jugopetrol Kotor*, qui avait été privatisée en 2002 au profit du groupe grec *Hellenic Petroleum*¹³. Selon l'économiste Nebojsa Medojević, « la moitié de la richesse produite au Monténégro est aux mains des Russes ».

2) Stratégie de l'énergie et des communications

En matière énergétique, les grandes compagnies russes ont réussi à tisser un maillage important. Si l'on prend l'exemple de la Bosnie-Herzégovine, on peut constater que :

- Le raffinage du pétrole importé vient principalement de Serbie et se fait dans deux raffineries rachetées par le russe *Zrubezhneft* : cela place Sarajevo sous dépendance directe de la *Republika srpska*, en plus du lien avec la Serbie.
- Le projet de rattachement à *Turkish Stream* fournit à la *Republika srpska* du gaz en quantité non négligeable. Mais depuis l'arrêt du projet *South Stream* de décembre 2014, Milorad Dodik, Président de la *Republika Srpska*, constatait amèrement : « on a perdu, sous la pression de l'UE, *South Stream* », or « il ne nous reste que deux centrales thermiques ». La politique changeante de l'UE pousse ainsi Milorad Dodik à se tourner vers la Russie¹⁴.

Quant aux transports, leurs compagnies ferroviaires russes progressent très vite en électrifiant les voies :

- Belgrade/Budapest reliant la Serbie à la Hongrie.
- Nis/Skopje, faisant la jonction Serbie-Macédoine du Nord.
- Belgrade-Bar, permettant ainsi de relier plus rapidement la capitale serbe à l'Europe centrale et à la mer Adriatique.

C – Énergie, infrastructure, industrie : le cheval de Troie de la Chine en Europe

Le 17 juin 2016, le Président chinois Xi Jinping faisait une visite historique en Serbie. Il signait un certain nombre de contrats commerciaux, montrant le choix de la Serbie par la Chine comme plate-forme d'entrée en Europe, dans le cadre

13. Heimerl Daniela, « Monténégro 2007-2007 : les défis de l'indépendance », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1062, juillet-août 2007, p. 179.

14. Dodik Milorad, dans l'émission « *Telering* », menée par Mato Bakovic pour la télévision bosniaque *OBN*, 18 janvier 2015.

des accords Chine-PECO. À travers des ports, routes, usines et aciéries, la Chine compte bien transformer la Serbie en plaque tournante centrale de son dispositif de pénétration dans l'UE.

Les Chinois ont bien compris l'enjeu des routes en Europe du Sud-Est, dont le contrôle leur permettrait d'étendre leur influence économique sur l'UE dans un second temps. Leur influence est marquante au cœur du dispositif pan-européen, c'est-à-dire à l'intersection de l'axe Nord-Sud Budapest-Salonique et (X) et de l'axe Est-Ouest (Constantza en mer Noire -Rijeka en mer Adriatique). Le tronçon autoroutier entre Szeged (frontière hongroise) et Belgrade est en train d'être achevé ; leurs compagnies soutiennent aussi les Serbes pour terminer les 70 km d'autoroutes entre Niš et la frontière bulgare, longtemps en suspens. Sur l'axe Est-Ouest, la Chine prévoit de relier Banja Luka, capitale de la République Serbe de Bosnie, à Belgrade, en réalisant une autoroute à travers les montagnes bosniaques.

Les compagnies étatiques chinoises accélèrent leur mainmise sur le tissu industriel en ex-Yougoslavie. Uniquement en Serbie, les IDE chinois représentent fin 2018 plus de 7 milliards de dollars. Si l'on ne prend que l'exemple de la Serbie, le constat est saisissant :

- Mine de cuivre de Bor-Majdanpek ;
- Centrale hydroélectrique de Kostolac ;
- Construction d'une usine de pièces automobiles dans la banlieue belgradoise ;
- Rachat pour 51,8 millions de dollars de l'aciérie de Smederevo à l'américain *US Steel*. Ils sont ainsi détenteurs du seul complexe sidérurgique du pays, pérennisant le maintien de 5 000 emplois dans une région fortement touchée par le chômage¹⁵.

Sur la « Route de la Soie », corridor énergétique et commercial entre la Chine et l'Europe de l'Ouest, le point névralgique est Budapest. Mais en misant sur la Serbie, à l'image du pont sur le Danube inauguré en grandes pompes, la Chine compte faire de la Serbie son Cheval de Troie à la marge Sud de l'UE pour exporter au mieux ses produits par voie terrestre dans le plus grand marché au monde¹⁶.

15. Cubrilo Milica, « Le cuivre de Serbie aux mains des Chinois », *Le Figaro*, 11 avril 2019. Lien : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-cuivre-de-serbie-aux-mains-des-chinois-20190411>

16. Ménanteau Jean-Baptiste, « Pourquoi la Serbie est un endroit-clé pour la Chine en Europe », *Belgradespress*, 22 février 2015. Lien : <http://belgradexpress.cfjlab.fr/2015/02/22/pourquoi-la-serbie-est-un-endroit-cle-pour-la-chine-en-europe>

D – La politique néo-ottomane d'Erdogan dans les Balkans occidentaux

Au début des années 2010, une politique d'influence turque a été mise en place dans les Balkans. L'Agence de Coopération et de Développement (TIKA), avec ses six bureaux, est le plus grand pourvoyeur d'aide des Balkans ; il finance la construction d'écoles et d'universités, mais aussi s'intéresse au patrimoine (comme la reconstruction du pont de Mostar)¹⁷. Plus généralement, l'influence turque s'étend grâce à sa politique culturelle, jouant sur un islam ottoman pluriséculaire. Sur vingt-trois centres culturels turcs dans le monde (Instituts *Yunus Emre*, YEE), pas moins de douze centres sont présents dans les Balkans, diffusant la langue et la culture turques¹⁸.

Sur le plan scolaire, des écoles financées par le mouvement gülleniste¹⁹ et développant un islam sunnite rigoriste, ont été construites en Albanie, en Bosnie-Herzégovine surtout, mais aussi au Kosovo, en Macédoine du Nord et en Roumanie²⁰. Face à l'offensive culturelle d'un islam wahhabite (Arabie saoudite) qui a construit 240 mosquées dans le seul Kosovo en 15 ans²¹, Ankara a ces dernières années accéléré son aide religieuse, en finançant la plus grande mosquée du

17. Maillon essentiel du *soft power* turc, l'Agence de Coopération et de Développement (TIKA-*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) prend en charge la rénovation du patrimoine ottoman, ponts, mosquées, medresse. La TIKA s'occupe aussi de l'aide aux plus démunis (microcrédits, santé).

18. Pour Davutoğlu, la puissance repose autant sur la force que sur la capacité à influencer l'opinion publique : langue, croyance, culture, loisirs, dessinent les contours d'un *soft power* néo-ottoman. Calqués sur le modèle des instituts Confucius, les centres *Yunus Emre* essaient à travers les Balkans. Leur répartition géographique révèle les pays cibles d'Ankara (deux en Albanie, trois en Bosnie, un en Serbie, trois au Kosovo, trois en Macédoine). À travers ces instituts linguistiques la Turquie délivre des bourses et forme des étudiants appelés plus tard aux responsabilités. Cf. Jossier Tancrede, « Regards français sur les relations turco-balkaniques », dans *Kultura*, n° 164, Belgrade (Serbie), automne 2019, p. 215-230.

19. La confrérie de l'imam Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis depuis 1999, existe depuis plus d'une quarantaine d'années. Elle est active dans plus d'une centaine de pays à travers le monde. En France, c'est la ville de Pantin (93) qui héberge le siège de multiples associations affiliés au *Hizmet* (le service, comme l'appelle ses membres). On y trouve des écoles et centres de soutiens scolaires, une fédération entrepreneuriale ou encore une fondation humanitaire. Cf. Chantreau Marion, Fayolle Maxime, « La répression du mouvement güleniste en France », *France Culture* (Radiofrance.fr), 12 août 2016.

20. L'enseignement religieux n'y est pas ostentatoire, même s'il y règne souvent un certain conservatisme (personnel féminin voilé, cantines parfois séparées pour garçons et filles). Selon Jean Marcou, les Turcs ne sont pas là seulement « pour faire de l'aide au développement économique, mais aussi pour réhabiliter le patrimoine ottoman et établir des coopérations culturelles ». Dans les écoles de Bosnie, le turc est enseigné à 10 000 élèves dans 150 établissements, troisième langue étrangère derrière l'anglais et l'allemand.

21. Levenson Claire, « L'Arabie saoudite a transformé le Kosovo en repaire de djihadistes », *Slate*. fr, 23 mai 2016. Lien : <http://www.slate.fr/story/118443/arabie-saoudite-transforme-kosovo-en-repaire-de-djihadistes>

Kosovo à Mitrovica (2 millions d'euros) et celle de Tirana (30 millions d'euros). En choisissant des lieux symboliques de l'islam sunnite européen, la Turquie pense combler rapidement son retard et s'imposer comme puissance culturelle de premier plan dans les Balkans.

Dans une perspective d'influence tous azimuts, l'État mais aussi les entreprises turques ont littéralement investi le terrain balkanique ces dix dernières années. Même si la Bulgarie risque d'être un frein au projet *Turkish Stream*, force est de constater sa première place dans le dispositif turc dans les Balkans : 14 milliards d'investissements sur 10 ans, 5 milliards d'échanges bilatéraux en 2018, avec une action dans les domaines de l'énergie, de la santé et de l'industrie électrique. Ensuite, l'emprise sur les pays musulmans est tout aussi importante : même si les échanges commerciaux avec la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo restent limités, les projets économiques dans ces deux pays à dominante musulmane s'accélérent ces dernières années. En Bosnie-Herzégovine, les tronçons d'autoroute depuis la capitale Sarajevo vers Belgrade et Budapest ont été confiés à des entreprises turques et un projet de modernisation de son aéroport est en cours avec Ankara. Au Kosovo, la Turquie est parmi les premiers investisseurs (38 millions d'euros par an), ce qui a permis aux banques, comme TEB, İş Bankası et Ziraat, mais aussi aux industries de l'éolien et de l'électrique de s'implanter dans ce petit État.

Enfin, dans les autres nations où la population musulmane forme une communauté importante, les entreprises turques font feu de tout bois. Ces cinq dernières années, leur nombre est passé de 29 à 1 545 au Monténégro, et les investissements immobiliers comme aéroportuaires maillent le terrain (Vlorë en Albanie et Skopje et Ohrid en Macédoine du nord). Même la sidérurgie est visée, avec le rachat des aciéries de Nikšić au Monténégro par *Tosyali*. Mais c'est en Serbie que l'opération de conquête économique a été la plus forte. Pourtant, dans un pays qui s'est libéré dans la souffrance du joug ottoman au XIX^e siècle, la partie n'était pas gagnée d'avance. On se souvient aussi des paroles provocatrices de Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre turc, qui déclarait, lors d'une visite officielle à Priština en octobre 2013 : « la Turquie, c'est le Kosovo, et le Kosovo, c'est la Turquie ». Mais les temps ont changé et grâce à une entente très cordiale entre Erdoğan et Vučić, de nombreux accords économiques entre Turquie et Serbie ont pu être signés. Aujourd'hui, ce n'est pas moins de 800 entreprises turques en Serbie que nous pouvons compter, et les échanges ont été multipliés par 5 depuis 2010²².

22. Avec 135 millions euros d'IDE encore en 2019, les Turcs se sont implantés dans le textile et l'industrie automobile. Un nouvel Accord de libre-échange a été signé en janvier 2019 : il n'y aura

Plus largement, après la dernière visite officielle d'Erdogan en Serbie en octobre 2019, un axe Ankara-Belgrade-Sarajevo est en train de se dessiner. Réunissant ces trois pays, un « Comité commercial » avait été formé en 2013 et une zone de libre-échange en août 2015. L'accord d'octobre 2019 prévoit des relations commerciales entre la Serbie et les deux nations musulmanes. On voit donc qu'Erdogan utilise le levier commercial afin de recréer une zone de libre-échange dans l'arrière-cour historique de la Turquie.

Conclusion

D'un point de vue géopolitique, les bombardements de l'OTAN avaient pour but, de la part des puissances occidentales, de prendre possession des corridors énergétiques, ainsi que des richesses du sous-sol en Europe du Sud-Est. Mais depuis le début des années 2010, les puissances émergentes que sont la Chine, la Russie et la Turquie, ont développé une influence géostratégique au cœur des Balkans.

South Stream est mort par la pression exercée par l'UE sur un des pays récemment entrés, la Bulgarie, poussant Poutine à proposer le *Turkish Stream*, sur lequel l'UE exerce maintenant une pression importante afin d'en empêcher la réalisation. La proposition d'un hypothétique « Anneau oriental », le chantage aux crédits sur la Grèce et d'autres revivifications de projets UE-ÉU des années 1990 (TAP ou TANAP) semblent pour le moment dissuader Gazprom et le gouvernement russe d'entamer des travaux d'envergure. Est-ce la fin annoncée du projet *South Stream* ? Poutine teste ici les Européens, sachant que plus de 40 % de leurs livraisons de gaz proviennent d'Asie ; mais il montre aussi que l'Europe n'est plus l'avenir radieux tant espéré. La Russie se tourne de plus en plus vers l'Asie, pendant que la Chine s'installe dans les Balkans. Celle-ci a décidé de faire de la Serbie une plateforme énergétique ; la Chine va construire deux centrales thermiques et un réseau ferré de trains rapides entre la Grèce et la Hongrie *via* Belgrade.

Dans cette nouvelle *Question d'Orient*, les Balkans sont devenus le centre européen du Grand jeu énergétique mondial. ■

plus de tarifs douaniers sur les produits serbes vers la Turquie. Les conséquences économiques se sont vite faites sentir, avec l'augmentation des exportations agricoles serbes en échange d'importations textile et de pièces automobile turques.

Orientations bibliographiques

Ouvrages généraux sur les Balkans

- Chomsky Noam, *Le nouvel humanisme militaire*, Lausanne, éd. Page deux (coll. Cahiers libres), 2000.
- Chomsky Noam, *Les États manqués*, Paris, Fayard, 2007.
- Collon Michel, *Poker menteur*, Berchem (Belgique), EPO, 1998, 379 p.
- Del Valle Alexandre, *Guerres contre l'Europe : Bosnie, Kosovo*, Genève, Syrtes, 2001.
- Johnstone Diana, *La croisade des fous*, Montreuil, Le Temps des cerises, 2005.
- Lutard Catherine, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998.
- Troude Gilles, *Yougoslavie : un pari impossible ?* Paris, L'Harmattan, 1998.
- Troude Gilles, *Conflits identitaires dans la Yougoslavie de Tito (1960-1980)*, Paris, Association Pierre Belon, FMSH, 2007.
- Weibel Ernest, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002.

Ouvrages sur la question du Kosovo

- Achar Gilbert, *La nouvelle Guerre froide : le monde après le Kosovo*, Paris, PUF, 1999.
- Bacevich Andrew J., *War over Kosovo: politics and strategy in global age*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Clayer Nathalie, *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007.
- Elsässer Jürgen, *La RFA dans la guerre au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Elsässer Jürgen, *Comment le Djihad est arrivé en Europe ?* Vevey (Suisse), Xenia, 2005.
- Roux Michel, *Les Albanais en Yougoslavie*, Paris, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1999.
- Rauffer Xavier, *La mafia albanaise*, Lausanne, Favre, 2000.
- Samardzic Radovan, *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne, éd. L'Âge d'Homme, 1990.

Ouvrages sur la question de Bosnie-Herzégovine

- Bataković Dusan T., *The Serbs of Bosnia-Herzegovina*, Le Conquet (France), Dialogue, 1996.
- Bougarel Xavier, Clayer Nathalie (dir.), *Le nouvel Islam balkanique. Les musulmans, acteurs du postcommunisme, 1990-2000*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.
- Gallois Pierre-Marie, *Le sang du pétrole – Bosnie*, Lausanne, éd. L'Âge d'Homme, 1996.
- Mudry Thierry, *Histoire de la Bosnie-Herzégovine*, Paris, Ellipses, 1999.
- Popovic Alexandre, *Les musulmans yougoslaves 1945-1989, médiateurs et métaphores*, Lausanne, éd. L'Âge d'Homme, 1989.

Autres références citées

- Chantreau Marion, Fayolle Maxime, « La répression du mouvement güleniste en France », *France Culture (Radiofrance.fr)*, 12 août 2016. Lien : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/la-repression-du-mouvement-gueleniste-en-france-9574823>
- Cubrilo Milica, « Le cuivre de Serbie aux mains des Chinois », *Le Figaro*, 11 avril 2019. Lien : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-cuivre-de-serbie-aux-mains-des-chinois-20190411>
- Del Ponte Carla, *La traque, les criminels de guerre et moi*, Paris, éd. Héloïse d'Ormesson, 2009.
- Dodik Milorad, dans l'émission « Telering », menée par Mato Bakovic pour la télévision bosniaque *OBN*, 18 janvier 2015.
- Glamocak Marina, *L'enjeu énergétique dans les Balkans*, Paris, Technip, 2013.
- Heimerl Daniela, « Monténégro 2007-2007 : les défis de l'indépendance », dans *Le courrier des pays de l'Est*, n°1062, juillet-août 2007, p. 179.
- Jossier Tancrede, « Regards français sur les relations turco-balkaniques », dans *Kultura*, n° 164, Belgrade (Serbie), automne 2019, p. 215-230.
- Laughland John, *Le tribunal pénal international : Gardien du nouvel ordre mondial*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2003.
- Laughland John, *Travesty: The Trial of Slobodan Milosevic and the Corruption of International Justice*, London, Pluto Press, 2007
- Levenson Claire, « L'Arabie saoudite a transformé le Kosovo en repaire de djihadistes », *Slate.fr*, 23 mai 2016. Lien : <http://www.slate.fr/story/118443/arabie-saoudite-transforme-kosovo-en-repaire-de-djihadistes>
- Ménanteau Jean-Baptiste, « Pourquoi la Serbie est un endroit-clé pour la Chine en Europe », *Belgradexpress*, 22 février 2015. Lien : <http://belgradexpress.cfjlab.fr/2015/02/22/pourquoi-la-serbie-est-un-endroit-cle-pour-la-chine-en-europe>
- Péan Pierre, *Une guerre « juste » pour un État mafieux*, Paris, Fayard, 2013.
- Troude Alexis, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006.
- Troude Alexis, *Les Balkans, la fracture*, Vevey (Suisse), Xenia, 2016.
- « OTAN : la question de l'intégration du Monténégro avancée à fin 2015 », *Sputniknews.com*, 29 juin 2015.
- « La création d'une armée au Kosovo, une "nouvelle provocation" », *Sputniknews.africa*, 15 février 2017. <https://fr.sputniknews.com/international/201702151030108977-kosovo-forces-armees-despot/>